

**Pierre Monatte**

## **La voie est ouverte à la Révolution espagnole**

**(1931)**

---

Paru dans [La Révolution prolétarienne](#) n°117 du 5 mai 1931.

---

Il n'est pas de bon ton, paraît-il, de se réjouir du départ d'Alphonse XIII et d'applaudir la Révolution espagnole. Pour des communistes et des révolutionnaires s'entend. Eh bien tant pis ! J'avoue la joie que j'ai éprouvé devant l'abdication du roi et la proclamation de la République espagnole.

Le roi parti, qu'y a-t-il de changé pour la classe ouvrière espagnole ? Ce qu'il y a de changé, c'est qu'un événement espéré depuis des dizaines d'années par tous les révolutionnaires espagnols s'est enfin produit. Le royal assassin de Ferrer a fait sa valise. S'il reste d'autres prisons pour militants, le Montjuich des tortures n'est plus. Une couronne a été emportée par le vent. Un vestige de la féodalité de moins !

République et royauté ne se valent donc pas ? Elles se valent. C'est vrai et ce n'est pas vrai. L'ouvrier français et l'ouvrier anglais ou belge, c'est bien sûr, sont également exploités, également opprimés. L'ouvrier espagnol ne vivra donc ni mieux ni plus mal du fait du changement de régime. Ca, ce n'est pas certain. A la faveur du changement de régime, ses organisations syndicales vont se développer. L'ouvrier se sentira plus fort qu'hier en face de son patron, la classe ouvrière en face de la classe bourgeoise. Ce sentiment ne durera peut-être pas longtemps, mais il existe aujourd'hui, et c'est un facteur appréciable.

Il est naturel que nous soyons, nous, dégoûtés de la république. Mais la classe ouvrière espagnole a besoin d'y passer. Elle y passera plus vite ; dans certains épisodes historiques, les mois valent des dizaines d'années. De mars à octobre 1918 la Russie a franchi combien d'années de notre histoire ? Combien faudra-t-il de mois à l'Espagne ? Quelle date fermera l'étape ouverte le 15 avril 1931 ?

Une couronne emportée par le vent révolutionnaire, ça signifie quelque chose. Entre nous, ne pensez-vous pas que le jour où le travaillisme anglais respectera moins son roi cela vaudra peut-être dire qu'il est décidé à réaliser le socialisme dès aujourd'hui ? Ne croyez-vous pas que lorsque les socialistes belges n'accepteront plus d'être ministres du roi, ce n'est pas seulement la royauté qui sera en péril, mais le régime capitaliste lui-même.

Réjouissons-nous sans crainte et sans honte, communistes et révolutionnaires de toutes tendances, de l'écroulement de la royauté en Espagne. J'ai même pesté ferme en apprenant les manifestations de sympathie faites par la bonne société parisienne en l'honneur de la famille royale et en entendant dire que, jusque dans les cinémas de quartiers ouvriers, on applaudissait le sinistre macaque quand il paraissait à l'écran. Il est probable que c'était là une petite opération montée par nos gens du Roi. Mais, quoi qu'il en soit, c'était un peu injurieux pour le peuple parisien. Je crois bien que si nous avions disposé d'une tribune quotidienne, j'aurais posé cette question : « Si nous allions, l'un de ces soirs, sous les fenêtres de l'hôtel Meurice, signifier à Alphonse XIII les sentiments véritables des ouvriers parisiens ? »

Ne boudons pas contre notre cœur. Profitons de l'occasion qui nous est donnée de nous réjouir. Nous ne le pouvons pas si souvent. La monarchie espagnole renversée, c'est la voie ouverte, c'est la Révolution qui commence en Espagne.

Nous sommes trop vieux pour les effusions de Février, me dit un ami ? Bien sûr, attention aux journées de Juin<sup>1</sup>. Mais en attendant : Vive Février ! C'est-à-dire : Vive Avril !

Il ne peut s'agir de nous gargariser avec la révolution légale, de dire que « la mitraille des bulletins de vote a suffi pour renverser une des plus vieilles monarchies d'Europe », que « de toutes les armes révolutionnaires le bulletin de vote n'est pas la moins efficace ». Laissons cela au crétinisme parlementaire. Laissons-le dire que c'est par les urnes que les républicains et socialistes d'Espagne ont fait leur révolution, et que ce sera le tour des républicains et socialistes de France l'an prochain.

Le roi est parti, la révolution reste à faire ; elle commence seulement. On ne fait pas l'économie d'une révolution. Les privilégiés n'ont pas l'habitude de déposer leurs privilèges sans y être contraints par la force. Certains conseillers du roi l'invitaient, paraît-il, à chercher dans Madrid l'entrepreneur qui disposerait d'un dépôt de sable suffisant pour sabler les rues de la ville et permettre à la cavalerie de charger la canaille. Trouver le sable était peut-être possible. Peut-être aussi de trouver quelques régiments fidèles de cavalerie. Mais ce qui paraissait moins possible, c'était de gagner la partie. Alphonse XIII n'a pas voulu la jouer et risquer de la perdre. Il a préféré se réserver, partir tranquillement et attendre à l'étranger l'un de ces renversements d'opinion dont fourmille l'histoire espagnole du XIX<sup>e</sup> siècle, attendre que la bourgeoisie espagnole s'avère incapable d'asseoir un régime républicain.

Ce ne serait pas un trop mauvais calcul de sa part s'il n'y avait une autre force que la bourgeoisie, s'il n'y avait pas une classe ouvrière riche d'énergie révolutionnaire et soulevée par l'espérance. Aujourd'hui, dans son aile socialiste, elle offre à Madrid cent mille défenseurs à la république pour sa défense, contre les royalistes ; dans son aile anarchiste, elle monte la garde avec non moins de vigilance à Barcelone et ailleurs. La république, pour elle, c'est la révolution qui commence. Si son espérance est déçue, et elle le sera inévitablement, elle ne renoncera pas à la république pour revenir en arrière, à la royauté, mais pour faire le bond nécessaire vers la révolution prolétarienne.

---

<sup>1</sup> Allusion à la révolution parisienne de 1848. (Note MIA)

Envisageant cette éventualité, certains révolutionnaires espagnols – des anarchistes – craignent, paraît-il, une intervention armée de l'Angleterre et de la France. Il ferait beau voir qu'un gouvernement français, qu'il ait à sa tête Laval ou Tartempion, s'engageât dans une pareille aventure. Quant à l'Angleterre, si le gouvernement travailliste a jamais servi à quelque chose, ce sera bien en cette circonstance ; tant qu'il n'aura pas été renversé une intervention armée anglaise sera inconcevable. Les principales difficultés que rencontreront les révolutionnaires espagnols ne seront donc pas extérieures ; elles seront intérieures.

La plus lourde responsabilité incombe sans nul doute aux militants anarchistes de la Confédération Nationale du Travail. Sauront-ils rallier autour d'eux tous les révolutionnaires, entraîner la classe ouvrière et remplir les tâches diverses que réclame une révolution ? Sauront-ils dans trois mois, dans six mois, reprendre des mains défaillantes le sort de la révolution ?

L'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme espagnols ne manquent pas de militants énergiques prêts à tous les sacrifices. Mais l'audace, si précieuse et si indispensable qu'elle soit, ne suffit pas pour défendre une révolution et pour organiser un régime nouveau de production. Je n'ai pas vu Pestana, ni quelqu'un de ses camarades, depuis sept à huit ans, mais je serai bien surpris qu'ils n'en soient pas aussi convaincus qu'on peut l'être. Dans la lettre d'un anarchiste de Barcelone qu'on lira plus loin, un point m'a particulièrement frappé, c'est l'opposition que les anarchistes ont élevée au séparatisme catalan. Cette opposition a certainement pesé d'un grand poids sur la volonté du gouvernement de Macia. Les anarchistes de Barcelone ont fait preuve de plus de sens révolutionnaire que n'en montrent les communistes espagnols lorsqu'ils se proposent, si l'on en croit Gabriel Péri, d'utiliser la force motrice du mouvement national révolutionnaire et de poursuivre la libération nationale du peuple catalan. Il est vrai que, pour eux, toute arme est bonne contre leurs adversaires du moment, quitte à la rejeter bien loin une fois qu'ils ont triomphé. Ils peuvent fort bien exploiter aujourd'hui le séparatisme catalan contre le gouvernement républicain et socialiste ; cela ne les empêcherait aucunement demain, s'ils étaient à la tête de la révolution, de contraindre la Catalogne par la violence à rentrer dans l'Etat ouvrier centralisé.

Ils n'ont guère de chances, il est vrai, d'être un jour les conducteurs de la Révolution espagnole. Ce n'est pas la tactique syndicale que l'I.S.R. leur a imposée et qui mène à la scission, en Espagne comme ailleurs, qui leur acquerra la confiance des masses ouvrières. Cette tactique est si fautive que des communistes comme Maurin, orthodoxe sur tant de points, ont dû la condamner et que les trotskystes espagnols, plus sages que les trotskystes français, ont reproché vigoureusement aux dirigeants communistes espagnols d'avoir fait un acte de scission syndicale qui les a coupés des 300.000 adhérents que groupait en décembre la C.N.T. Combien en groupe-t-elle aujourd'hui ? Beaucoup plus certainement.

Dans le n° de la revue trotskyste, la *Lutte des classes*, qui vient de paraître, on peut lire sous la signature de H. Lacroix, vraisemblablement un correspondant espagnol, cette appréciation inattendue :

*« Parler du Comité de reconstruction, sorti de la conférence de Séville, comme le font Delval, Hercllet et la déclaration de l'I.S.R., dire que ce Comité représente un facteur important du mouvement syndical espagnol, c'est fermer les yeux à la réalité... »*

*La vérité, c'est que la Conférence de Séville fut une erreur monstrueuse du Parti communiste espagnol. Convoquée cinq mois après que les anarcho-syndicalistes eussent pris l'initiative de la reconstruction (faite d'ailleurs par eux d'une manière tout à fait dictatoriale en s'arrogeant un mandat de direction que personne ne leur avait donné), la conférence de Séville fut un acte de scission syndicale préparé pour donner l'apparence d'une influence que les bureaucrates stalinien n'ont pas et qu'ils ne savent pas conquérir... La convocation de la conférence de Séville n'eut d'autre résultat que le divorce entre le P.C. et les masses organisées dans les syndicats. Les masses ouvrières qui connaissaient les campagnes intenses du P.C.E. pour l'unité syndicale en 1924-25-26, restèrent stupéfaites devant ce brusque changement de tactique. »*

Les communistes espagnols s'occupent à « reconstruire » la nouvelle centrale syndicale dont Losovsky a besoin. En toute autre circonstance, ce serait déjà une très grave faute ; en période de révolution, de prochaine prise en mains de la révolution par la classe ouvrière espagnole, c'est une folie, c'est un acte qui va directement contre l'intérêt révolutionnaire.

Dans trois mois, dans six mois, quand le gouvernement républicain apparaîtra comme incapable d'arracher aux propriétaires fonciers et au clergé les privilèges que leur avait reconnus la monarchie, quand on le verra poursuivre au Maroc la même politique que le roi, quand les paysans réclameront la terre et que les ouvriers auront perdu leurs espérances et leurs illusions, un grave devoir s'imposera aux révolutionnaires espagnols.

Ils n'auront pas trop de toutes leurs forces pour y faire face. Se battront-ils entre eux ? Ou sauront-ils se défendre contre la bourgeoisie et la féodalité réconciliées et franchir l'étape de la révolution ouvrière ? La lutte sera-t-elle entre anarchistes et communistes ? Ou les nécessités de la lutte contre la bourgeoisie les contraindront-ils à joindre leurs forces ?

Pierre Monatte